

Faut-il faire taire les masculinistes ?

Le contexte

En tant que service d'aide aux détenus et aux justiciables, l'ORS-Espace libre comptait organiser, en novembre, un colloque sur les violences conjugales. L'événement est annulé suite au tollé causé par la participation d'Yvon Dallaire, masculiniste très contesté.

Non

■ Pourquoi est-ce facile de dire qu'il faut être deux pour se disputer, et si difficile d'admettre qu'il puisse en être de même en matière de violence conjugale ? Les cas de violence faite aux hommes par les femmes sont tabous. Ce qui empêche toute politique d'aide.

Yvon Dallaire

Psychologue et auteur.

Le colloque "Regards croisés sur la violence conjugale" qui devait se tenir fin novembre à Charleroi a été postposé sine die sous la pression de groupes qui ont violemment réagi à votre présence comme auteur du livre "Homme et fier de l'être", qui dénonce les préjugés envers les hommes. Quelle est votre thèse ? Pourquoi est-ce si facile de dire qu'il faut être deux pour se disputer, et si difficile de comprendre que cela puisse être la même chose dans le cas de la violence conjugale ? Pourquoi toujours accuser l'homme d'être le coupable et la femme, la victime ? Ma thèse est que l'action ou les dires de l'un amène les actions ou dires de l'autre, jusqu'à des actes de plus en plus regrettables. En bon français : une escalade dont chacun est responsable à 100%.

Considérez-vous que l'annulation de ce colloque est une atteinte à la liberté d'expression ?

Oui, parce que des gens ne partageant pas le point de vue de la majorité sur la violence conjugale (le préjugé de la femme toujours victime d'un homme toujours violent) n'ont pas pu s'exprimer sur un autre point de vue, celui de la femme violente et de l'homme victime. Nous n'avons pas pu débattre de la question de savoir si, derrière le problème de la violence conjugale, il n'y a pas, surtout, le processus complexe de la rencontre de deux souffrances.

Comment ont réagi les deux psychologues, organisatrices de l'événement ?

Je leur avais proposé de me retirer du colloque pour leur permettre de le tenir, étant donné que j'étais le principal bouc émissaire. Elles ont refusé.

Des faits similaires vous sont-ils déjà arrivés ?

Oui, à plusieurs reprises, surtout au Québec et en Belgique. Des organisations ont décommandé des conférences après avoir été menacées.

Vous prenez le contre-pied de certains discours féministes qui, selon vous, "accusent les hommes d'être responsables de tout ce qui ne va pas sur la planète". Assumez-vous toujours ces propos sans restriction ?

Il y a eu évolution depuis la première édition de mon livre en 2001. Les réactions à la 2^e édition ont été beaucoup moins virulentes et visibles. La principale manifestation de cette évolution se trouve dans le fait que de plus en plus de jeunes femmes se défendent d'être féministes parce, disent-elles, elles aiment les hommes. Tout ce qui peut améliorer la condition féminine et masculine ne peut qu'améliorer la condition des deux.

Pensez-vous avoir été mal compris ?

Oui, j'ai été très mal compris ou délibérément mal interprété, quand je vois les phrases qu'ils et elles ont sorties de leur contexte pour leur faire dire le contraire de ma pensée. Mon message est très simple et repose sur des centaines d'études scientifiques a-ideologiques et a-politiques faites par des équipes de chercheurs des deux sexes depuis les années 1970 : en dehors de situations conjugales ou un seul des deux partenaires est violent (ou manipulateur pervers) et l'autre essentiellement victime, les études ont démontré que dans 50 à 70 % des cas, si l'un est violent (verbalement ou physiquement), l'autre l'est tout autant et l'initiateur est autant la femme que l'homme. Le tabou qui entoure les cas où c'est la femme qui est violente et l'homme, la victime, empêche nos gouvernements et nos institutions de prendre en charge ces femmes au comportement violent et de les aider. Les seules institutions que nos gouvernements subventionnent sont celles qui viennent en aide aux hommes violents.

En matière de violence conjugale, vous reconnaissez tout de même qu'il y a plus de femmes battues que d'hommes ?

Tout dépend de la définition de la violence conjugale et surtout de sa gravité. Oui, il y a au moins trois fois plus de femmes tuées par leur partenaire que l'inverse, mais en dehors des meurtres, il y a parité entre les sexes concernant la violence physique. Mon objectif et l'objectif des organisatrices du colloque est et restera de pouvoir mieux intervenir auprès des hommes et des femmes aux prises avec la violence conjugale.

Entretien : Monique Baus

Définition

Qu'est-ce que le "masculinisme" ?

Le **Grand Dictionnaire terminologique** de l'Office québécois de la langue française évoque le terme comme désignant "un mouvement qui se préoccupe de la condition masculine". D'autres définitions évoquent plutôt une forme d'antiféminisme (comme Jean-

Raphaël Bourge dans son livre "SOS Papa et autres masculinistes : l'antiféminisme comme raison d'être").

"Inviter Yvon Dallaire à Charleroi, c'est prendre le risque de détricoter le travail mené sur le terrain par les associations."

Anne Cattiez

Présidente du Conseil consultatif Egalité femmes hommes de la ville de Charleroi.

Oui

■ Les propos des masculinistes, comme le psychologue Yvon Dallaire, vont au-delà de la liberté d'expression. Ils franchissent la ligne rouge, en suggérant qu'il y a une responsabilité partagée entre les auteurs et les victimes des violences faites aux femmes.

Christiane Houthoofd

Responsable régionale de l'association Vie féminine (Charleroi-Thuin).

Un colloque sur la violence conjugale, initialement prévu fin novembre à Charleroi, a été postposé sine die par ses organisateurs, en raison d'une levée de boucliers des mouvements féministes face à l'invitation du psychologue canadien Yvon Dallaire. Qu'en pensez-vous ?

Si je me mets à la place des femmes victimes de violences, honnêtement, je pense que c'est une bonne chose. Laisser s'exprimer M. Dallaire, l'un des grands penseurs de ce qu'on appelle au Canada le "masculinisme", viendrait renforcer une vision stéréotypée, et encore trop souvent partagée, des violences faites aux femmes – la vision d'une responsabilité partagée entre les auteurs et les victimes de ces violences.

Le discours de M. Dallaire est-il donc inaudible ?

Je travaille dans une association qui s'appelle Vie Féminine. On vient de réaliser une étude à partir des témoignages de plus de 400 jeunes femmes. Il apparaît qu'elles ont pratiquement toutes subi ce qu'on appelle le sexisme ordinaire. Dans la rue, dans les transports en communs, dans les clubs sportifs, etc., elles ont été victimes de propos orduriers, d'insultes, de frottements inappropriés, de photos prises à leur insu, quand ce n'est pas de viols et de violences physiques. A cet égard, il n'est pas tolérable d'envisager, comme le suggère M. Dallaire, une espèce de symétrie entre les auteurs et les victimes des faits, au point qu'on se

demanderait si finalement ce ne serait pas les victimes qui provoqueraient en quelque sorte leur agresseur. Non, c'est juste insupportable. On ne peut pas reporter la responsabilité des violences faites aux femmes sur les victimes. Et il n'est pas non plus question d'envisager ces actes uniquement sous un angle psychologique. Quand il y a des violences conjugales, ce n'est pas simplement un problème d'ajustement dans un couple.

Vous, comment envisagez-vous ces violences ?

On sait que c'est le résultat d'un système de domination. Il y a d'une part quelqu'un qui veut prendre le pouvoir et de l'autre quelqu'un qui se voit déposséder de sa liberté, de son corps et de son esprit. Et il se fait que c'est très majoritairement des

hommes qui étendent leur emprise sur les femmes, jusqu'à dépasser les limites. Pourquoi ? Parce que la société connaît toujours une dimension patriarcale. Une dimension alimentée par certaines publicités, certains discours, certains modes d'organisation du monde du travail et de la famille...

Ne peut-on pas organiser de débats à ce sujet avec des personnes comme M. Dallaire ? Que faites-vous de la liberté d'expression ?

En l'occurrence, nous ne sommes pas dans un débat contradictoire. Pour le comprendre, on peut dresser un parallèle entre le racisme et les violences faites aux femmes, qui relèvent d'un même système de domination. Aujourd'hui, personne ne penserait à organiser un débat autour de l'identité et de l'intégration en invitant une personne notoirement raciste. Concernant ces sujets, il y a des limites qu'on ne franchit pas, et qui sont d'ailleurs inscrites dans la loi. Mais ces mêmes limites, on les franchit allègrement quand il s'agit des problèmes de sexisme ou de violences faites aux femmes. Les propos de M. Dallaire vont au-delà de la liberté d'expression, on franchit la ligne rouge – le cordon sanitaire qui existe déjà autour du racisme. On ne peut pas suggérer qu'il y a une égale souffrance de l'auteur et de la victime, ni insinuer que la victime est aussi responsable. Ce type de réflexions nous ramène en arrière. En 2016, la Belgique a ratifié la Convention d'Istanbul, un texte du Conseil de l'Europe, qui vise à prévenir et à lutter contre les violences faites aux femmes, en plaçant au centre de ses objectifs les droits des victimes.

Que faut-il faire pour enrayer la violence faite aux femmes ?

Il faut envisager la question avec une lecture genrée. Les violences faites aux femmes ne concernent pas l'une ou l'autre personne qui péterait les plombs. C'est un problème structurel, ces violences se situent dans un continuum qui va de la publicité sexiste, aux insultes dans la rue, jusqu'aux agressions et aux viols. Avec toujours le même mécanisme à l'œuvre : le mécanisme de domination.

Entretien : Baptiste Ericum